

# SPORTS

sport.union@sonapresse.com

## National-Foot: la Linaf propose un nouveau calendrier

Stéphane MASSASSA  
Libreville/Gabon

LA Ligue nationale de football (Linaf) souhaite le démarrage effectif du championnat national des première et deuxième divisions les 2 et 3 janvier prochains. C'est ce qui ressort du nouveau calendrier proposé, lundi dernier, par le président de la Linaf, Brice Mbika Ndjambou, au ministre en charge des Sports, Franck Nguema. Les deux compétitions prendraient ainsi fin, le 29 mai 2021. Soit quatre mois de championnat. Ce qui ferait

du National-Foot, l'un des plus courts au monde.

Ce nouveau calendrier présenté par la Linaf est le deuxième, après celui proposé en septembre dernier. Lequel envisageait le démarrage des compétitions d'élite le 7 novembre 2020. Ce qui, malgré le silence des autorités en charge du football au Gabon, s'était avéré impossible eu égard à l'observation

Ce nouveau calendrier présenté par la Linaf est le deuxième, après celui proposé en septembre dernier.

des mesures restrictives liées à la pandémie de coronavirus.

Cela dit, aujourd'hui encore, rien n'indique que les choses se dérouleront dans le sens souhaité par le président de la Linaf et les siens.



Photo: DR/L'Union

Pas évident que le National-Foot reprenne en janvier 2021.

### AVIS DE RECRUTEMENT

#### Consultant national pour l'évaluation de l'impact de la Covid-19 sur la continuité services essentiels de Santé Sexuelle et Reproductive offerts aux femmes et adolescentes en période de pandémie

##### 1. Contexte et justification

Depuis l'apparition de la Covid-19 au Gabon, le pays a mis en place un dispositif national de réponse face à cette pandémie et pris un certain nombre de mesures restrictives pour endiguer sa propagation dès son apparition sur le territoire national en fin mars 2020. Il est avéré que la crise de la COVID-19 a de graves répercussions sur les individus, les communautés et les économies du monde entier. Néanmoins, tout le monde n'est pas touché de la même manière, notamment les personnes les plus vulnérables. Sur le plan de la santé, partout dans le monde, les chaînes d'approvisionnement ont été confrontées à des perturbations qui ont une incidence sur la disponibilité des services de santé sexuelle et reproductives ; les risques de grossesses non désirées s'en trouvent ainsi démultipliés. Alors que les pays ont adopté des mesures de confinement et que les systèmes de santé peinent à faire face à la crise, les services de santé sexuelle et reproductrice sont relégués au second plan. L'impact de la Covid-19 sur le fonctionnement des services de publics et sur la vie des populations amène le Ministère de la santé en collaboration avec le bureau UNFPA Gabon a mené une évaluation spécifique dont les résultats seront partagés durant la célébration du « lancement du rapport de l'état de la population mondiale 2020 » et la « journée mondiale de la population 2020 ».

##### 2. Portée de l'évaluation

**Portée thématique :** l'évaluation portera sur les activités en matière de santé sexuelle et reproductive.

**Portée chronologique :** l'évaluation portera sur les activités programme appuyé par la DNSMI et l'UNFPA durant la période 2019 et 2020.

**Portée géographique :** la couverture géographique comprendra le niveau national et local à savoir : 21 structures sanitaires de 4 provinces (Estuaire, Haut-Ogooué, Moyen-Ogooué et Woleu-Ntem).

##### 3. Tâches du consultant

Le processus s'effectuera sous la supervision de la Direction Nationale de la Santé Maternelle et Infantile (DNSMI). Le consultant aura pour tâche de coordonner cet exercice d'évaluation, particulièrement la collecte et l'analyse des données portant principalement sur les sites retenus pour les besoins de l'enquête.

Il devra réaliser les tâches suivantes :

1. Proposer une méthodologie de travail en tenant compte du contexte de la crise sanitaire de la Covid-19 ;
2. Proposer le protocole d'enquête et les outils de collectes de données ;
3. Former les enquêteurs ;
4. Coordonner le prêt des outils ;
5. Coordonner la collecte de données ;
6. Faire l'analyse des données ;
7. Rendre compte de l'état d'avancement du travail à la DNSMI ;
8. Soumettre le rapport final de l'enquête.

##### 4. Conditions de travail

Le consultant travaillera dans les conditions permettant le respect des mesures gouvernementales à la pandémie COVID 19, alternativement à distance et sur le terrain pour la collecte des données et, il participera à des réunions en présentiel en fonction des besoins de l'activité.

##### 5. Profil requis et expérience :

Le consultant devra avoir le profil suivant :

- Être titulaire d'un master ou d'un diplôme de santé publique / santé de la reproduction / épidémiologie/ suivi et évaluation des projets et programmes ou tout autre diplôme équivalent ;
- Avoir une expérience avec l'UNFPA dans la réalisation des études
- Avoir une connaissance du système national de santé ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) ans dans la réalisation d'études d'impact ou d'évaluation des projets et programmes ;
- Avoir une expertise dans la collecte et l'analyse des données quantitatives et qualitatives ;
- Avoir de bonnes capacités d'analyse, de communication et de rédaction de rapports et documents analytiques ;
- Avoir une excellente maîtrise du français (écrit / oral) ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique.

##### 6. Durée de la consultation : 20 jours ouvrables

##### 7. Procédure de soumission et date de clôture des candidatures

Les termes de référence détaillés sont à retirer au Ministère de la Santé, au secrétariat de la DNSMI (9h30-15h00) sis à

l'immeuble « Au Suisse » après le tribunal, tel : 074.87.17.27. Par mail en écrivant à [dnsmi.gab@gmail.com](mailto:dnsmi.gab@gmail.com)

Le dossier de candidature comprendra : (CV, lettre de motivation, proposition technique et financière, copie de CNI, copie des diplômes). Date limite de dépôt à la DNSMI: **lundi 16 novembre 2020**.

## L'impossible reprise

W.N  
Libreville/Gabon

SANS activité depuis le mois de mars pour cause de propagation de la pandémie de Covid-19, la Ligue nationale de football (Linaf) souhaite reprendre du service. Son président, Brice Mbika Ndjambou, a arrêté la date du 2 janvier 2021 pour cela. Est-ce réalisable ? Pour répondre à cette interrogation, il convient de rappeler l'ensemble des préalables devant permettre une reprise du championnat. La première condition, et non des moindres, est la justification de la subvention de l'État par les 24 clubs du National-Foot 1 et 2. À ce jour, ils ne sont pas nombreux à avoir obtenu le quitus du ministère des Sports. Ensuite il y a le protocole sanitaire. Tous les footballeurs, dirigeants et staff technique et médical doivent passer les tests Covid à intervalles réguliers. Leurs lieux de regroupe-

ments et d'hébergements régulièrement désinfectés...

En outre, il y a, tout naturellement le nerf de la guerre. Il faut trouver dans l'urgence les fonds nécessaires pour démarrer et boucler le championnat. Le ministère des Sports et la Société nationale des hydrocarbures du Gabon disposent-ils en ce moment de ces fonds ? Un championnat qui se joue sur quatre mois, quel résultat attendre des futurs vainqueurs ? Faut-il absolument attendre des futurs vainqueurs ? Faut-il absolument attendre des futurs vainqueurs ? Faut-il absolument attendre des futurs vainqueurs ?

Tant que ces questions n'auront pas trouvé des réponses satisfaisantes, on ira de bricolage en bricolage. Il apparaît, au vu de tout ce qui précède, que toutes les conditions ne sont pas réunies pour une reprise du National-Foot.